

**EPREUVE DE
SCIENCES ECONOMIQUES
ET SOCIALES**

Cette épreuve comporte quatre (4) pages numérotés 1/4, 2/4, 3/4 et 4/4

SUJET : Les techniques de l'information et de la communication peuvent-elles favoriser le développement de l'Afrique ?

Document1 : TIC, Alassane OUATTARA invite les ivoiriens à entrer dans l'ère numérique

« J'invite nos concitoyens à saisir cette opportunité pour entrer dans l'ère du numérique », a déclaré, ce jeudi 19 février, à Abidjan-Cocody, le Chef de l'Etat ivoirien, Alassane OUATTARA. C'était à l'occasion du lancement du projet « Un citoyen, un ordinateur plus une connexion Internet ». Selon M. OUATTARA, son pays à l'instar de bien d'autres à travers le monde, a décidé de faciliter l'accès à Internet de ses citoyens. Ce, pour une amélioration de leur condition de vie. Doter les foyers et ménages ivoiriens d'ordinateur portables, de tablettes numériques et d'une connexion internet est « un ambitieux projet d'équipement de 500.000 familles pour améliorer leur condition de vie. » Bien que de nombreux obstacles s'opposent traditionnellement au développement des Technologies de l'information et de la communication (Tic), reconnaît le Président OUATTARA, dans nos pays, « ces technologies se sont impliquées de plus en plus dans nos vies de tous les jours ». Allant jusqu'à influencer entre autres, « notre façon de communiquer, de nous instruire ».

C'est pourquoi, dira-t-il, « en inscrivant ce projet dans mon programme de gouvernement, mon objectif était de vulgariser de façon massive les équipements Tic, pour permettre leur usage auprès de bon nombre de nos concitoyens ».

Pour Alassane OUATTARA, il faut encourager le développement des Tic. « Le nombre d'abonnés à la téléphonie mobile est passé de 16 millions en 2010 à 21 millions à ce jour pour une population de 23 millions. Le secteur des Tic a réalisé en 2014 un chiffre d'affaires consolidé de près de 1000 milliards de FCFA. Ce secteur représente 7 à 8% du produit intérieur brut de la Côte d'Ivoire et emploie environ 200.000 personnes », a-t-il expliqué.

Pour Bruno KONE, il est démontré que les Tic permettent de créer des emplois et des richesses. Dans les trois années à venir, le Chef de l'Etat ivoirien a annoncé qu'il entend porter le taux de couverture nationale en ce qui concerne le téléphone mobile à 97%. Aussi a-t-il souligné qu'il fera en sorte pour qu'au moins 50% de la population ivoirienne ait un accès Internet haut débit. Avant de souhaiter : « que la Côte d'Ivoire devienne une plate-forme de choix en matière de l'environnement des services liés au Tic et un pays de référence à l'échelle continentale. »

AUTEUR : CHEIKINA D. Salif

Source : Fraternité Matin du 20/02/2015

Document 2 : La croissance économique en Afrique

Les nouvelles technologies et l'économie africaine

Les africains de tout le continent entreprennent rapidement d'allier les techniques de pointe à leurs coutumes locales pour y renforcer l'infrastructure et l'économie, convaincu qu'à l'aide des technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que les téléphones portables et l'Internet, il leur est de plus en plus facile et meilleur marché de gérer leurs affaires et de faire du commerce, a indiqué Mme Sala Patterson, de l'Organisation de coopération et de développements économiques (OCDE). Mme. Patterson et des représentants de l'Agence des Etats-Unis pour le développement international (USAID), de la Banque africaine de développement et de l'association Africare ont participé à une table ronde avec deux parlementaires américains, MM. Donald Payne et Charles Rangel, et avec l'ambassadeur de la Commission européenne, M. John Bruton, le 18 juin, dans les locaux du Congrès. Cette table ronde a porté sur une étude intitulée Perspectives économiques en Afrique. En Afrique, où les réseaux de télécommunications sont encore peu importants, les choses commencent à changer, a dit M. Payne. Les nouvelles TIC, telle que les messages texto, jouent maintenant un rôle plus grand que les vieux réseaux de télécommunications qui se heurtent à des obstacles d'ordre géographique et politique. Elles permettent aux africains d'avoir accès à des informations relatives à la santé et à l'agriculture et à des services comme les services bancaires électroniques et à entrer en relation plus efficacement avec le reste du monde. Des sociétés européennes telles que Vodafone (Royaume-Uni) ainsi que Vivendi et Orange (France) consacrent une grande attention au marché africain, où déjà 40% des africains possèdent un téléphone portable. Ce pourcentage atteint cependant près de 100% en Europe, a indiqué une économiste de l'OCDE, Mme. Laura Recuero Virto. Les sociétés Nokia, Intel et Microsoft investissent aussi dans le secteur des TIC en Afrique. Selon une directrice de recherche de la Banque africaine de développement, Mme. Léonce Ndikumana, le taux de croissance économique de l'Afrique ne devrait être que de 3% en 2009, contre 6% l'année précédente. Un rapport cité dans l'étude sur les perspectives économiques en Afrique montre que l'usage croissant des TIC dans ce continent contribue à soutenir certaines parties de l'économie africaine en cette période de troubles économiques. Par exemple, les téléphones portables au Niger, l'un des pays africains les plus pauvres, servent de plus en plus à la commercialisation des produits agricoles. Les agriculteurs peuvent envoyer des messages texto et se brancher sur l'internet pour entrer en communication avec les marchés environnants et trouver le meilleur prix pour leurs produits là où ils sont le plus nécessaire et là où c'est plus rentable. Les services bancaires électroniques permettent aussi aux communes africaines de faire face à la récession et de diminuer les frais de virements de fonds. Alors qu'un virement de 1.000 shillings (environ 13 dollars) par l'intermédiaire de la société Western Union coûte au Kenya 500 shillings, il n'est que de 30 à 75 shillings (moins de 1 dollar) avec M-Pesa, le nouveau service de virement entre téléphones portables. Les frais réduits de virement exigés par M-Pesa font que ce service a attiré 5 millions d'utilisateurs depuis deux ans. M-Pesa cherche à étendre ses activités en Afrique de l'Est et en Afghanistan. L'Afrique se heurte encore à des problèmes

en ce qui concerne l'accès à l'Internet et l'infrastructure technique. Selon les participants à la table ronde, moins de 7% des africains ont accès à Internet, et cet accès est peu commode et cher. Par ailleurs, l'absence de concurrence entre les fournisseurs a entraîné des coûts exorbitants. Toutefois, a indiqué Mme. Patterson, les réseaux à haut débit devraient devenir plus courants en Afrique au fur et à mesure que l'infrastructure s'étendra. On espère qu'un réseau de câble à fibre optique pourra relier toutes les grandes zones métropolitaines de l'Afrique en 2012.

A cet effet, la participation des pouvoirs publics sera extrêmement importante si l'on veut que les consommateurs puissent bénéficier de la baisse de prix et que les TIC soient intégrés dans le développement général de l'infrastructure.

Auteur : Megan Neff

Source : <http://blogs.america.gov/>

Document3 : Les conséquences du téléphone mobiles sur le développement de l'Afrique

L'usage du téléphone mobile a permis de développer les réseaux des entreprises locaux. Il est en train de transformer les marchés ruraux et multiplier les opportunités d'affaires pour les paysans du Niger. Pour Tall (2004) le téléphone mobile a favorisé la connexion de la famille élargie particulièrement dans les régions rurales du Sénégal. Les échanges (notamment financiers) entre membres éloignés et ceux restés au pays sont devenus plus nombreux et plus réguliers. Jeffrey Sachs, directeur de la Earth Institute (institut de la terre) à la Columbia university a aussi récemment soutenu que le téléphone mobile est l'unique technologie transformationnelle pour le développement. Cette idée, selon Sachs, repose sur le fait que le téléphone mobile est un puissant outil pour joindre les pauvres là où ils sont tout en créant pour eux les opportunités d'affaires. C'est en quelque sorte un moyen de briser l'isolement économique en réintégrant les pauvres qui en étaient exclus, dans les circuits des marchés. Car ceux qui avaient toujours défini la pauvreté rurale selon Sachs, c'était l'absence de moyen de transport, d'infrastructures routières, d'électricité pour les communautés qui vivaient repliées sur elles-mêmes, en autarcie, sur la base d'une économie de subsistance. Cette situation rendait impossible l'obtention d'informations sur les prix des produits alimentaires dans les marchés locaux ; elle empêchait également les paysans de joindre rapidement l'hôpital en cas d'urgence ou d'avoir accès à des opportunités d'affaires.

Dans cette perspective, les secteurs auxquels des programmes et projets de développement centrés autour du téléphone mobile sont aujourd'hui consacrés apparaissent nombreux. En matière d'éducation, il y a par exemple ce qu'on appelle le « mobile e-Learning » qui permettrait, selon ses promoteurs, de joindre les communautés isolées, et de pallier l'insuffisance de connectivité, d'électricité ou d'infrastructures routières. Dans le domaine de la santé l'application des TIC est souvent abordée sous le terme général d'e-Health (e-santé) et correspond aux activités liées à la télémédecine et à l'usage des technologies de l'information et de la communication pour lutter contre le sida. Ici, l'utilisation du téléphone portable est supposée permettre aux travailleurs de la

santé d'échanger des données et des informations sur les patients. On trouve également l'e-gouvernance (l'utilisation des TIC pour améliorer les performances des administrations africaines, les processus électoraux ou accroître la participation politique, etc.). Ici le téléphone est censé jouer un rôle croissant pour la transmission des résultats électoraux et la transparence des processus électoraux.

De plus, pour utiliser le téléphone mobile, l'ordinateur, l'Internet, il ne suffit pas de disposer de l'instrument : il faut encore savoir lire et écrire. Une bonne partie de la population africaine étant analphabète dans les langues européennes en usage sur Internet, elle ne peut accéder à cette technologie. Même lorsqu'ils sont éduqués, le coût d'un ordinateur se révèle généralement inaccessible pour l'écrasante majorité des utilisateurs africains.

Source : ticesociete.Revue.org, 2, n° 2/2008 : société de l'information

Document4 : Les pays émergents, poubelles de l'occident

Le recyclage des e-déchets est complexe et nécessite la manipulation de composants nocifs pour la santé et l'environnement. Il est peu ou pas rentable et dangereux. C'est donc « tout naturellement » que les pays développés envoient leurs déchets dans les pays émergents, fermant les yeux sur les méthodes employées localement. Une pollution à grande échelle liée à cette industrie touche l'Asie et l'Afrique. Le Basel Action Network (BAN) recense les décharges, les filières et plus généralement tous les abus en matière de pollution électriques et électroniques. Les méthodes employées dans les pays pauvres retraité ces déchets sont très rudimentaires et les répercussions sur la santé des populations et l'environnement lourdes. L'eau est le vecteur principal de ces pollutions. En Chine, un échantillon d'eau prélevé dans la rivière lianjiang, à proximité d'un site de recyclage, a révélé des taux de plomb 2400 fois plus élevé que les standards préconisés par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé)

Source : Article tiré du monde, dossier, 14/0